

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
Place du Portage, Phase III
Core OA1\noyau OA1
11 Laurier St.\11, rue Laurier
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (613) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Health Services Project Division (XF)/Division des
projets de services de santé (XF)
Place du Portage, Phase III, 12C1
11 Laurier St./11 rue, Laurier
Gatineau
Gatineau
K1A 0S5

Title - Sujet Gestion des services de la technolo	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6369-12P5TU/A	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client W6369-12P5TU	Date 2012-05-01
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XF-005-24331	
File No. - N° de dossier 005xf.W6369-12P5TU	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-05-14	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Maheson, Vaanee	Buyer Id - Id de l'acheteur 005xf
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1770 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-8303
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

QUESTIONS ET RÉPONSES

À noter que les questions d'éclaircissement sont numérotées par ordre à leur arrivée à TPSGC. Une question et sa réponse seront affichées par MERX lorsque la réponse sera disponible. Les répondants éventuels sont donc avisés que les questions et réponses ne seront pas nécessairement affichées par MERX dans l'ordre. Les questions suivantes ont été reçues de soumissionnaires éventuels. Conformément à l'article 13 du document 2003 Instructions uniformisées – Biens ou services – besoins concurrentiels (2011-05-16), qui a été intégré dans la DS conformément à Partie 2, l'article 1.(c) de ladite DS, les questions et leurs réponses sont fournies à tous les soumissionnaires éventuels comme suit :

Question 3

La Partie 3 – Instructions pour la préparation des soumissions, exige que les soumissionnaires soumettent une copie papier de la « Section III : Attestations » (qui doivent être présentées à la Partie 5 de la DS). Toutefois, on précise à la Partie 5 que les attestations demandées doivent être fournies dans le Formulaire de présentation de la soumission, qui doit être soumis dans la « Section I : Soumission technique ».

Étant donné que les attestations seront fournies dans le Formulaire de présentation de la soumission de la Soumission technique, et compte tenu de l'initiative « achats écologiques », veuillez confirmer que les soumissionnaires n'ont pas à joindre la copie papier de la « Section III : Attestations » à leur soumission.

Réponse 3

Oui, les fournisseurs devront utiliser le Formulaire de présentation de la soumission pour fournir les attestations requises à la Partie 5 de la DS. Veuillez vous reporter aux modifications 1, 2 et 3 ci-après.

Question 4

Pièce jointe 2 – Critères d'évaluation techniques : Pour chacune des ressources, le « texte d'introduction » dans chaque tableau précise que : « Outre les qualifications minimales indiquées à l'article 6.X de l'annexe B – Énoncé des travaux [...] permettront d'évaluer d'autres qualifications [...] ». On comprend que les soumissionnaires doivent fournir une description, et non un curriculum vitae, pour soutenir les exigences cotées. Toutefois, il n'est pas indiqué clairement comment démontrer la conformité aux exigences minimales pour chaque ressource (dans l'annexe B). Est-ce que les soumissionnaires doivent fournir une attestation montrant que les ressources proposées répondent aux exigences minimales? Veuillez préciser comment les soumissionnaires doivent prouver la conformité aux exigences minimales.

Réponse 4

On ne demande pas aux soumissionnaires de proposer des ressources dans leur soumission et, par conséquent, il n'est pas nécessaire de fournir une attestation selon laquelle les ressources proposées respectent les exigences minimales.

Conformément à la partie 7, annexe B, articles 6.6 et 6.7, l'entrepreneur devra proposer des ressources au moment où l'autorisation de tâche est émise, et ces ressources seront évaluées par rapport aux qualifications minimales requises pour les catégories de ressources établies à l'annexe B, article 6, y compris les qualifications supplémentaires proposées par l'entrepreneur.

Aux fins de l'évaluation, on demande aux soumissionnaires de fournir dans leur soumission un énoncé des qualifications des différentes catégories de ressources qui sont évaluées. Les qualifications que le soumissionnaire propose seront évaluées par rapport aux critères établis à la pièce jointe 3, section 3, Critères d'évaluation cotés, et ils seront insérés dans l'annexe B – Énoncé des travaux, à l'article 6, avant l'attribution du contrat.

Question 5

Veillez préciser si, dans le passé, une entreprise ou un particulier a effectué des travaux semblables ou connexes. Le cas échéant, quelle était cette entreprise, quelle était la valeur du marché et sur quelle période les services ont-ils été rendus (durée du contrat initial et prolongations)?

Réponse 5

Il existe actuellement trois contrats distincts portant sur des travaux similaires dans le cadre du projet de GSTIE.

Nom de l'entrepreneur : CGI Information Systems and Management Consultants Inc.

Période : du 7 décembre 2009 au 6 décembre 2012

Valeur du contrat : 6 190 078,00 \$

Nom de l'entrepreneur: Fujitsu Consulting (Canada) Inc.

Période : du 12 novembre 2010 au 11 novembre 2012

Valeur du contrat : 2 430 624,35 \$

Nom de l'entrepreneur : IBM

Période : du 3 juin 2010 au 18 mai 2012

Valeur du contrat : 373 880,90 \$

Question 6

Article 2.1.8 Variation des taux relatifs aux ressources professionnelles d'une année à l'autre de la pièce jointe 3 – Critères d'évaluation financiers : Cette clause semble indiquer que la seule variation des taux journaliers d'une année à l'autre possible serait une augmentation des taux de la première année du contrat pour toute année d'option subséquente. Il n'est pas expliqué clairement si les taux des années d'option pourraient être plus bas que les taux de la première année du contrat. D'autres soumissions semblables contenaient une clause du genre « Les tarifs proposés pour une période d'option ne doivent pas être inférieurs aux tarifs correspondants proposés pour la période initiale du contrat ». L'État peut-il envisager d'ajouter cette clause (ou une clause semblable)? Dans la négative, l'État peut-il confirmer s'il est acceptable que les taux journaliers pour les années d'option soient inférieurs aux taux proposés pour la période initiale du contrat?

Réponse 6

Les soumissionnaires peuvent proposer des tarifs quotidiens pour les années d'option qui sont supérieurs ou inférieurs aux tarifs proposés pour la période initiale du contrat; cependant, le Canada peut, sans obligation, demander une justification pour n'importe quel tarif proposé conformément à la pièce jointe 3, article 2.2, et peut déclarer une soumission non recevable s'il détermine que les renseignements fournis par le soumissionnaire ne démontrent pas que celui-ci est en mesure de récupérer ses propres coûts en fournissant la ressource compétente, si le tarif proposé est d'au moins 20 % inférieur au prix médian des soumissionnaires ayant présenté des soumissions recevables pour la première année du contrat subséquent pour la(les) ressource(s) compétente(s).

Question 7

Merci de nous permettre d'évaluer cette DS. Veuillez préciser si un fournisseur fournit actuellement (ou l'a fait dans les six derniers mois) certains ou la totalité des services décrits dans la DS mentionnée en rubrique.

Réponse 7

Se reporter à la réponse 5.

Question 9

En ce qui concerne cette demande de soumissions, veuillez confirmer ce qui suit :

- a. il n'est pas obligatoire de présenter les curriculum vitae et les profils des ressources avec notre réponse;
- b. il n'y a pas d'exigences techniques obligatoires;
- c. il n'y a pas de réponse à fournir en ce qui concerne la section 6. QUALIFICATIONS DES RESSOURCES, aux pages 35 à 37;
- d. afin d'obtenir le maximum de points pour chaque poste, le soumissionnaire doit fournir une « description de travail » ou un « énoncé de qualifications » pour le poste. Par exemple, pour le « spécialiste en conversion de données », si notre description de travail précise « baccalauréat en informatique », nous obtiendrions le maximum de points (3), puisque le Canada n'a précisé aucun autre critère pour l'attribution des points;
- e. le soumissionnaire n'est pas tenu d'avoir présentement à sa disposition une ressource qui répond aux critères établis dans sa « description de travail » ou son « énoncé de qualifications ».

Après avoir lu les documents de DS, nous comprenons que si nous établissons une description de travail pour chaque poste comprenant les exigences les plus élevées qui sont établies dans les critères cotés, nous obtiendrions le maximum de points (40 points), et si nous proposons le prix le plus bas pour chaque poste, nous nous verrons attribuer le contrat. Dans ce cas, il semble qu'un soumissionnaire pourrait se voir attribuer le contrat, qu'il ait ou non une ressource pouvant actuellement répondre aux critères établis, puisque le Canada n'exige ni curriculum vitae et ni preuve selon laquelle le soumissionnaire a accès à une telle ressource. Veuillez confirmer. Nous estimons que cela n'est pas dans le meilleur intérêt du Canada, car le soumissionnaire pourrait à ce moment essayer de trouver un candidat adéquat. Cela pourrait comporter des risques pour les projets du MDN dont le temps est un facteur critique alors que le détenteur du contrat est à la recherche de ressources adéquates.

Réponse 9

- a. Conformément à la pièce jointe 2, il n'est pas nécessaire de fournir les curriculum vitae et les renseignements avec la soumission.
- b. Il n'y a pas de critères techniques obligatoires.
- c. Il n'y a pas de réponse à fournir avec la soumission en ce qui concerne l'annexe B, article 6 Qualifications des ressources. Cependant, conformément à la partie 2, article 1.(b), « Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat éventuel ». Se reporter à la réponse 4 pour plus de clarifications.
- d. Oui. Les soumissionnaires doivent présenter un énoncé de qualifications pour la catégorie de ressource, et cet énoncé sera évalué par rapport aux critères cotés applicables.
- e. L'entrepreneur doit obligatoirement avoir à sa disposition une(des) ressource(s) possédant les qualifications énumérées à l'annexe B du contrat au moment où le Canada émet une autorisation de tâche.

Conformément à la partie 2, article 1 (c), 2003 Instructions uniformisées, paragraphe 01, Code de conduite et attestations, les soumissionnaires doivent répondre aux demandes de soumissions de façon honnête, juste et exhaustive, rendre compte avec précision de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans la demande de soumissions et le contrat subséquent, présenter des soumissions et conclure des contrats uniquement s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations du contrat.

En outre, conformément à la partie 7, article 2, les services doivent être fournis « au besoin » dans le cadre du contrat. Par conséquent, le soumissionnaire n'est pas tenu d'avoir des ressources disponibles au moment où il présente sa soumission, mais si le Canada émet une autorisation de tâche, les

ressources devront être disponibles à la date précisée dans chaque autorisation de tâche. Si l'entrepreneur ne peut fournir les ressources à la date indiquée dans chaque autorisation de tâche, le Canada pourrait exiger des mesures correctives, par exemple, conformément à la partie 7, article 4 (a) Conditions générales 2035, par. 29, Manquement de la part de l'entrepreneur. Les soumissionnaires devraient connaître les droits du Canada d'appliquer les mesures correctives relatives au rendement du fournisseur, conformément à la Politique sur le rendement des fournisseurs (<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/node/7985>).

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA DS

Les modifications suivantes sont apportées à la demande de soumissions :

1) Référence : Table des matières

SUPPRIMER entièrement :

4. Section III : Attestations

2) Référence : Partie 3 – Instructions pour la préparation des soumissions, article 1 (a) (iii)

SUPPRIMER entièrement :

(iii) Section III : Attestations (1 exemplaires papier)

3) Référence : Partie 3 – Instructions pour la préparation des soumissions, article 4

SUPPRIMER entièrement :

4. Section III : Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la partie 5.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA DS DEMEURERONT INCHANGÉES.